

Génocide en Namibie : l'Allemagne face à son passé colonial

Le gouvernement allemand va restituer, mercredi, des restes humains à la Namibie, rappels des massacres perpétrés par le III^e Reich entre 1904 et 1908. Une nouvelle étape dans la difficile reconnaissance d'une histoire coloniale douloureuse.

Par Thomas Wieder ([/journaliste/thomas-wieder/](#)) (Berlin, correspondant)

LE MONDE Le 29.08.2018 à 05h55 • Mis à jour le 29.08.2018 à 19h42

LETTRE DE BERLIN



La délégation de l'association « Völkermord verjährt nicht ! » (« Pas de prescription pour le génocide ! ») à Berlin, le 27 août.
Crédits : KAY NIETFELD / DPA / AFP

C'est une cérémonie pour le moins inhabituelle qui doit se tenir, mercredi 29 août, au Französischer Dom de Berlin. En milieu de matinée, ce temple protestant édifié au début du XVII^e siècle au cœur de la capitale de ce qui s'appelait alors la Prusse accueillera des représentants des gouvernements allemand et namibien pour un rendez-vous singulier au centre duquel figureront dix-neuf crânes, quelques squelettes, une omoplate et une mâchoire.

But de l'opération : la restitution de ces restes humains, témoins des massacres perpétrés par les troupes du III^e Reich contre 65 000 Hereros et 10 000 Namas dans le Sud-Ouest africain allemand – l'actuelle Namibie – entre 1904 et 1908. Une série de massacres considérée comme le premier

génocide du XX^e siècle.

Mascarade

Ces reliques avaient été rapportées outre-Rhin à des fins de « recherche scientifique » et, pour la plupart d'entre elles, reposaient dans les collections anthropologiques de l'hôpital de la Charité, à Berlin. Leur restitution sera-t-elle de nature à apaiser les mémoires autour d'un chapitre de l'histoire coloniale largement tombé dans l'oubli en Allemagne mais encore douloureux en Namibie ? Rien n'est moins sûr car, du côté des défenseurs de la mémoire de ces massacres, la cérémonie est loin de faire l'unanimité.

Pour certains d'entre eux, en effet, l'événement organisé mercredi à Berlin n'est pas à la hauteur de la gravité des crimes qui ont été commis. A la tête de ce combat, l'association « Völkermord verjährt nicht ! » (« Pas de prescription pour le génocide ! »). Dans une tribune publiée sur le site du quotidien de gauche *Tageszeitung*, ses représentants expliquent qu'ils « *se félicitent de cette restitution si longtemps attendue* » – la troisième, en réalité, depuis 2011. Mais ils ajoutent qu'ils « *déplorent* » que celle-ci ait lieu « *dans le cadre d'une cérémonie religieuse et non complètement ouverte au public* ».

« *Nous exigeons à la place une cérémonie politique officielle dans l'enceinte du Bundestag. Une telle cérémonie doit être accompagnée de la reconnaissance pleine et entière du génocide et du pardon si longtemps attendu du Parlement et du gouvernement allemands* », poursuivent les rédacteurs de ce texte qui, pour faire valoir leur désaccord, ont décidé d'organiser un contre-rassemblement, mercredi matin, devant l'entrée du Französischer Dom, à distance de la cérémonie officielle qu'ils considèrent comme une mascarade.

Comme c'est souvent le cas avec ce genre de cérémonies, celle-ci en dit davantage sur le contexte mémoriel dans lequel elle se déroule que sur l'histoire qu'elle est censée rappeler. En l'occurrence, la restitution organisée mercredi reflète, à sa façon, le rapport encore très ambivalent de l'Allemagne à son passé colonial.

Timidité de l'Etat allemand

D'un côté, cette cérémonie n'aurait pas été possible sans le travail de longue haleine effectué à la fois par des associations mémorielles et des historiens universitaires. Un travail qui a permis, après des décennies d'ignorance, de redécouvrir la colonisation allemande et les crimes perpétrés en son nom, largement effacés par les massacres commis ultérieurement par l'Allemagne, notamment pendant la seconde guerre mondiale.

L'ensemble de ces recherches ont eu plusieurs débouchés récents, comme l'organisation d'une grande et passionnante exposition sur le colonialisme au Musée de l'Histoire allemande, à Berlin, en 2016-2017, ou encore la décision, annoncée au début de cette année, de rebaptiser quelques rues et places de la capitale allemande glorifiant des figures de la colonisation par les noms de héros de la lutte anticoloniale...

Aux yeux de certaines associations, ces avancées sur le plan de la connaissance historique ne doivent cependant pas masquer l'essentiel : la timidité avec laquelle l'Etat fédéral allemand continue de regarder son propre passé.

Un recours pour obtenir des réparations

En juillet 2015, un siècle après la perte de sa mainmise sur le Sud-Ouest africain (colonisé en 1884), l'Allemagne a certes reconnu officiellement pour la première fois que les massacres commis entre 1904 et 1908 sous les ordres du général Lothar von Trotha étaient « *un crime de guerre et un génocide* ». Une reconnaissance qui dut beaucoup au ministre des affaires étrangères de l'époque, le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, aujourd'hui président de la République.

Un premier geste qui ne s'est pas accompagné d'excuses publiques ni de réparations financières. Sur ce dernier point, deux groupes de population indigène de Namibie ont d'ailleurs déposé devant un tribunal de New York, en 2017, un recours collectif contre l'Allemagne pour obtenir « *réparation* » du génocide.

Une demande à laquelle l'Allemagne a jusque-là toujours refusé d'accéder, mettant en avant les centaines de millions d'euros d'aide au développement versés à la Namibie depuis son indépendance de l'Afrique du Sud, en 1990.